

LES FRONTIÈRES DE L'UKRAINE

Conférence organisée par
la Bibliothèque nationale de France et
l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales
INALCO, 22 mai 2023

Cycle : L'Ukraine : affirmation et reconnaissance d'une nation (mai – déc. 2023)

« De même que chaque Etat est établi et fondé sur l'inviolabilité de ses frontières, la Petite-Russie, notre patrie, ne doit pas être violée dans ses frontières confirmées par des traités et pactes avec la République de Pologne ainsi qu'avec la Sublime Porte ottomane et l'empire moscovite. »

Article 2 des *Pactes & Constitutions de l'Armée Zaporogue*, 1710

Les théories sur la « fin de l'histoire » à la mode dans les années 1990, la mondialisation économique et culturelle, la dimension universelle de certains grands problèmes écologiques ou sanitaires, ont pu sembler vider de sens la notion de *frontière*, la délégitimer, lui donner une coloration négative. Mais bien des événements récents démentent cet effacement et rappellent qu'une frontière est aussi ce qui donne son sens, son identité, à ce qu'elle délimite.

C'est particulièrement vrai de ces frontières par excellence que sont celles entre les Etats. Quand l'intégrité, l'existence même, de l'État sont en cause, la frontière prend une signification aussi vitale que la membrane pour la cellule.

Les frontières de l'Ukraine en sont une illustration actuelle. Elles sont au cœur du conflit ukraino-russe commencé en 2014 et seront au cœur de son règlement. Elles seront peut-être aussi, demain, celles de l'Union Européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord...

L'histoire de ces frontières concerne également, bien sûr, celle de tous les pays voisins, et elle apporte des éléments généraux à l'étude du sens, du rôle, de la typologie des frontières en général. Par exemple, on ne comprend les conflits territoriaux ukraino-polonais du XXe siècle que si l'on prend en compte deux logiques opposées en matière de territoire et de frontières (ethnographique du côté ukrainien, historique du côté polonais).

Sur ce thème, je tenterai ici d'apporter des perspectives historiques et des éléments de réponse aux questions que chacun peut légitimement se poser : de quand datent les frontières de l'Ukraine ? Qui les a tracées et sur quelle base ? Comment ont-elles évolué depuis qu'elles existent ? Quelle est leur légitimité et pourquoi sont-elles aujourd'hui contestées par la Russie ?

Je commencerai par parcourir les frontières ukrainiennes actuelles pour exposer leurs caractéristiques générales (I). Je développerai ensuite l'histoire de leur formation et de leurs transformations au cours des derniers siècles (II). J'aborderai pour finir leur remise en cause actuelle (III).

I- LES FRONTIÈRES DE L'UKRAINE : SURVOL GÉNÉRAL

Les frontières – reconnues – de l'Ukraine, longues de 5600 km environ, la séparent aujourd'hui de sept Etats : Roumanie, Moldavie (et « Transdnestrrie » sécessionniste¹), Hongrie, Slovaquie, Pologne, Biélorussie et Russie. On peut y ajouter pour mémoire la Turquie au sud de la mer Noire.

Des limites plus ethnographiques que naturelles

On doit se demander tout d'abord ce que ces frontières doivent respectivement à la géographie physique et humaine.

A défaut de « frontières naturelles » – un concept souvent invoqué pour justifier ou revendiquer une domination politique – l'Ukraine s'inscrit plus ou moins approximativement entre certains repères géographiques : les bouches du Danube, le Dniestr, l'arc des Carpathes, le système fluvial de la Vistule et de ses affluents le Sian et le Boug Septentrional, le Pripet, puis de façon plus vague le plateau est-européen et les cours du Donets et du Don, enfin les côtes de la mer d'Azov et de la mer Noire [Fig. 1]. Ces dernières, qui constituent la seule limite naturelle *stricto sensu* de l'Ukraine, sont aussi comme on le verra la plus récente en termes de peuplement.



Fig. 1
Carte physique et limites politiques de l'Ukraine.
[Wikimedia Commons]

On constate immédiatement que le territoire ukrainien est largement ouvert sur l'extérieur, en particulier au nord-est et à l'est. Les trois zones de forêt, steppe boisée et steppe herbeuse qui le forment du nord au sud se prolongent d'ailleurs vers les pays voisins. Ce n'est donc pas dans la nature, mais plutôt dans la géographie humaine, qu'il faut chercher l'origine de ses limites modernes.

Si l'on projette ces dernières sur la carte ethnique ou ethnolinguistique, on constate en effet qu'elles coïncident très largement avec les limites du peuplement ukrainien majoritaire (ces limites étaient, au XIXe siècle, déterminées en fonction de la langue parlée ; aujourd'hui, elles reflètent le sentiment d'appartenance au peuple ukrainien, exprimé par exemple lors des recensements).

Il y a certes des décalages notables entre frontières politiques et ethniques, surtout du côté de la Russie, et ce dans les deux sens : la Crimée, aujourd'hui à majorité russe, appartient à l'Ukraine. Inversement, des territoires qui étaient encore récemment (jusqu'à la première moitié du XXe siècle) à majorité ukrainienne font partie des régions de Briansk, Kursk, Belgorod, Voronèj, Rostov et Krasnodar de la Fédération de Russie [Fig. 2].

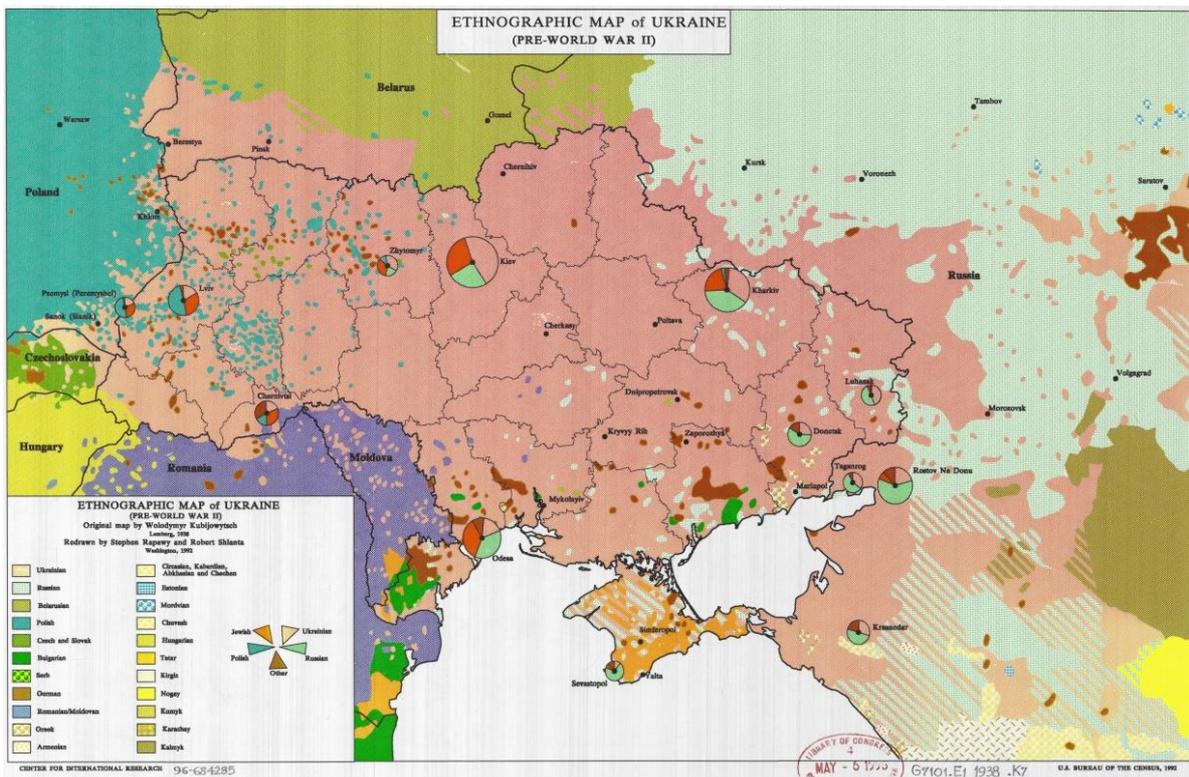


Fig. 2

Carte ethnographique de l'Ukraine (au début du XXe siècle), avec les frontières politiques actuelles. Elle illustre la forte corrélation et les décalages sensibles entre ces frontières et les limites ethnolinguistiques traditionnelles.

[Carte originale : Volodymyr Koubiïovytsch ; mise en forme : Stephen Rapawy et Robert Shlanta, U.S. Census Bureau, 1992 ; Geography and Map Division, Library of Congress]

La corrélation entre les limites de l'aire ethnographique ukrainienne et les frontières de l'État ukrainien est néanmoins très forte ; ce point est important à relever par rapport au discours russe selon lequel l'Ukraine serait constituée en grande partie de terres traditionnellement russes qui lui auraient été indûment rattachées à l'époque soviétique.

Des frontières récentes... mais anciennes

Ce qui est vrai, c'est que les frontières ukrainiennes sous leur forme actuelle ont été fixées par le pouvoir soviétique, en plusieurs étapes, au XXe siècle. Cela ne veut pas dire qu'elles n'avaient pas de logique, ou d'antécédents – à commencer par les frontières que revendiquait la première Ukraine indépendante de 1918-21. Mais une grande partie de leur tracé remonte beaucoup plus loin.

Ainsi, une portion du cours du Dniestr, depuis le Moyen Age, sépare les terres ukrainiennes et roumaines / moldaves. Surtout, les frontières avec la Pologne sur le Boug septentrional, avec la Biélorussie, avec la Russie, reprennent les limites des « gouvernorats » impériaux russes des XVIIIe et XIXe siècles. On verra l'importance de ces limites provinciales, qui ont inspiré des dérogations au principe ethnographique. Certaines d'ailleurs ont des racines plus anciennes encore. Par exemple, entre Ukraine et Biélorussie, elles sont proches de la ligne tracée en 1569 entre les parties constituantes de la *Rzeczpospolita*, la « République des deux Nations »² : le royaume de Pologne avec l'Ukraine, la grande-principauté de Lituanie avec la Biélorussie. De même, la frontière ukrainienne du nord-est avec la Russie rappelle celle entre les territoires cosaques ukrainiens (l'Hetmanat et l'Ukraine Slobodienne) et la Moscovie proprement dite aux XVIIe-XVIIIe siècles. Ces limites anciennes ont influencé le tracé des frontières contemporaines, par dérogation au principe ethnographique qui le guidait pour l'essentiel.

II- UNE HISTOIRE DE FRONTIÈRES, XVIe-XXIe SIÈCLES

L'histoire qui a abouti à l'élaboration des frontières de l'Ukraine peut se diviser en deux grandes périodes : la première, des XVIe-XVIIe au XIXe siècle, où s'est progressivement formée la vision ukrainienne du territoire et de ses limites, parallèlement au mûrissement de la conscience nationale ukrainienne ; le XXe siècle qui a été celui de la concrétisation de cette vision, c'est-à-dire de la fixation des frontières de l'État ukrainien. Toute cette histoire s'est déroulée dans des contextes souvent peu favorables de dominations étrangères et de partages de l'Ukraine.

XVIe-XIXe siècles : la définition progressive des limites de l'Ukraine

On peut aller chercher les plus anciennes réflexions sur les frontières de ce qui est devenu l'Ukraine jusqu'au Moyen Age, à la fin de la période kiévienne et à l'époque du royaume de Galicie-Volhynie (XIIIe-XIVe siècles). Mais c'est surtout à partir de la fin du XVIe siècle qu'elles se précisent. Après 1569, dans le cadre de l'État lituano-polonais, quasiment tous les territoires alors peuplés d'Ukrainiens sont soumis à l'administration polonaise [Fig. 3]. Le servage imposé aux paysans, le prosélytisme catholique en terre orthodoxe (surtout après l'Union de Brest en 1596), suscitent une réaction identitaire chez les Ukrainiens.

Dans divers documents, on voit apparaître une définition géographique de la « Ruthénie » correspondant plus ou moins aux provinces polonaises à majorité ukrainienne.



Fig. 3

Les frontières modernes projetées sur la carte de la « République des deux Nations » (Pologne-Lituanie) à son apogée au début du XVIIe siècle.

[Poznaniak+Bogomolov.PL / Wikimedia Commons]

La question des limites de cette Ruthénie – qui commence aussi à s'appeler « Ukraine »³ – se pose en pratique au milieu du XVIIe siècle, et c'est à l'initiative du turbulent élément cosaque. Les Cosaques d'Ukraine incarnent pour la population la défense d'une forme qu'on pourrait dire « proto-nationale » (ethnico-religieuse) de l'identité ukrainienne et un idéal de liberté.

C'est ce qui explique que la grande révolte de 1648, conduite par l'hetman Bohdan Khmelnytsky, se double d'un soulèvement des paysans et devient une sorte de guerre de libération ukrainienne. Elle aboutit à la formation, sur les deux rives du Dniepr, d'un territoire autonome administré par les Cosaques et dirigé par l'hetman – ce que les historiens ont rétrospectivement appelé l'« Hetmanat » [Fig. 4].

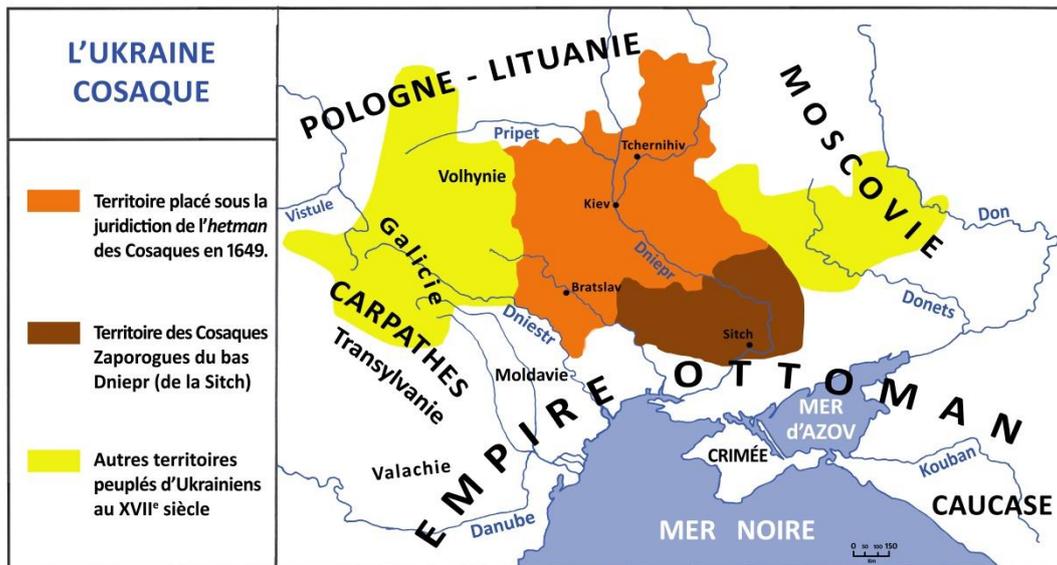


Fig. 4

L'Ukraine cosaque et les autres territoires ukrainiens au XVII^e siècle. Les hetmans cosaques ont assez constamment cherché à étendre les limites de la Ruthénie / Ukraine à l'ensemble de l'aire ethnographique ukrainienne de leur temps.

[Cartographie : Géraldine Froger ; © Iaroslav Lebedynsky]

Fait remarquable, même si Bohdan Khmelnytsky s'est révolté pour des raisons personnelles, même s'il incarne avant tout les intérêts de la classe cosaque, il se voit et il est vu par les Ukrainiens comme le chef de tout le peuple « ruthène ». Il en résulte une conception large des limites souhaitables de l'Hetmanat. En 1649, Khmelnytsky tient aux négociateurs polonais le vigoureux discours suivant :

« J'ai assez en Ukraine, Podolie et Volhynie [...] jusqu'à Lviv, Kholm [Chelm] et la Galicie. Et quand je me tiendrai sur la Vistule, je dirai aux Liakhs [Polonais] au-delà : assis, et tenez-vous tranquilles, Liakhs ! » (cité par Zenon Kohut, 2009-2010).

Les revendications de l'hetman portent donc clairement sur *tous* les territoires ukrainiens de la Pologne, qu'il s'agisse de la Galicie, annexée dès le XIV^e siècle, ou des régions antérieurement lituaniennes, rattachées en 1569.

Dans les faits, l'Hetmanat défini par le traité de Zboriv (17 août 1649) se limite aux trois provinces de Kiev, Bratslav et Tchernihiv sur les deux rives du Dniepr. Encore les Cosaques du bas Dniepr, ceux de la Sitch zaporogue⁴, conservent-ils en pratique leur quasi-indépendance. C'est en tout cas la première définition d'une frontière politique de l'Ukraine à l'époque moderne.

C'est cet Hetmanat des deux rives qui, en 1654, se place sous la protection du tsar de Moscovie Alexis Romanov (traité de Péréïaslav), provoquant la première intervention russe d'importance dans les affaires ukrainiennes. Ses frontières sont celles de 1649. Néanmoins, l'idée de faire coïncider l'Ukraine cosaque autonome avec tout le territoire peuplé d'Ukrainiens persiste. On le voit dès 1656, alors que l'hetman Khmelnytsky cherche l'alliance de la Suède et que, selon les ambassadeurs suédois, les Cosaques revendiquent « leurs droits à toute l'ancienne Ukraine [...] où existent la foi grecque et leur langue, jusqu'à la Vistule. » [Zenon Kohut, 2009-2010].

Deux ans plus tard, le successeur de Khmelnytsky, l'hetman Ivan Vyhovsky, retourne dans le camp polonais et négocie avec la Couronne le traité de Hadiatch (16 septembre 1658). Cet accord, jamais appliqué, fait de l'Ukraine une « grande-principauté de Ruthénie » sous juridiction cosaque, troisième membre de l'union polono-lituanienne. Ses limites sont celles de 1649 – mais les archives des négociations montrent que les Cosaques revendiquaient en outre la Podolie, la Galicie, la Volhynie et une partie de la Biélorussie⁵.

Dans les années 1660 et 1670, l'Ukraine cosaque est disputée entre la Pologne, la Moscovie et même l'empire ottoman. Les Cosaques sont divisés, avec parfois plusieurs hetmans concurrents. Pour régler le problème, Pologne et Moscovie procèdent en 1667 à un partage (traité d'Androusovo, 30 janvier 1667), confirmé par le « traité de paix éternelle » du 6 mai 1686. La nouvelle frontière polono-moscovite traverse l'Ukraine en suivant une partie du cours du Dniepr [Fig. 5].



Fig. 5

Le partage de l'Ukraine cosaque entre Pologne et Moscovie d'après les traités de 1667 et 1686 : l'Hetmanat est coupé en deux par le cours du Dniepr, les territoires de la Sich des Zaporogues sont placés sous condominium en 1667 et sous suzeraineté moscovite en 1686.

[Wikimedia Commons]

Cette partition, qui a duré jusqu'aux partages de la Pologne elle-même à la fin du XVIIIe siècle, a toujours été contestée par les Cosaques. En témoigne notamment la tentative de l'hetman Petro Dorochenko de secouer la double tutelle polonaise et moscovite avec l'aide des Ottomans. Dorochenko se fait reconnaître comme hetman des deux rives du Dniepr en 1668 avec un programme qui va bien au-delà de la réunification des régions cosaques.

Il déclare ainsi à un ambassadeur moscovite que la frontière de ce qu'il nomme la « principauté de Ruthénie » doit inclure « *Pérémychl [Przemysl], Iaroslav, Halytch, Volodymyr* », c'est-à-dire la Galicie et la Volhynie. En 1672, le généralissime polonais et futur roi Jan Sobieski écrit que Dorochenko veut étendre son pouvoir « *jusqu'à Lublin et Cracovie, aussi loin que l'on trouve le nom de Ruthénie et l'Église de la Ruthénie.* » (Zenon Kohut, 2009-2010). Tout cela est confirmé par le projet de traité entre l'hetman et les Ottomans qui mentionne la Galicie jusqu'à Pérémychl et Sambir, et même tout le sud de la Biélorussie jusqu'au Niémen.

En 1680/81, l'hetman de la rive gauche Samoïlovytch, fidèle serviteur de la Moscovie, réclame quant à lui le passage sous son administration de l'« Ukraine Slobodienne », territoire progressivement colonisé par des Ukrainiens et organisé suivant le modèle cosaque, mais placé sous juridiction moscovite directe.

En 1685, le même Samoïlovytch décrit dans une pétition l'Ukraine intégrale que les souverains moscovites devraient réunir sous leur sceptre : « *Tout ce côté-ci du Dniepr [la rive gauche] et la Podolie, la Volhynie [...] et toute la Ruthénie Rouge [Galicie] avec les glorieuses villes galiciennes...* » (cité par Zenon Kohut, 2009-2010).

Ce rêve unificateur persistant est reflété encore par l'action de l'hetman Ivan Mazepa au début de la Grande Guerre du Nord (1700-1721), dans les années 1704-1708. Par ailleurs, les hetmans successifs ont régulièrement essayé d'étendre leur pouvoir aux Cosaques du bas Dniepr, les Zaporogues de la Sitch.

Donc, au cours du demi-siècle qui a suivi la grande révolte de 1648, les Cosaques ont défendu une double vision territoriale de l'Ukraine : celle d'un noyau sur les deux rives du Dniepr, avec les frontières reconnues par les traités de 1649 et 1659 avec la Pologne et 1654 avec la Moscovie (et encore évoquées dans les *Pactes & Constitutions* rédigés en 1710 par les Cosaques en exil⁶) ; et celle d'une « grande Ruthénie » couvrant tous les territoires peuplés d'Ukrainiens avec parfois une partie de la Biélorussie [Fig. 6].



Fig. 6

Carte d'Ukraine publiée par J. B. Homann, Nuremberg, 1720. L'Ukraine ou « Terre des Cosaques » représentée ici comprend la quasi-totalité des territoires peuplés d'Ukrainiens au début du XVIIIe siècle, mais ses limites ne correspondent pas aux frontières politiques de l'époque entre Pologne et empire russe.
[Document de l'auteur]

Dans la réalité, après la Grande Guerre du Nord, ces territoires restent partagés entre la Pologne et le nouvel empire de Russie proclamé en 1721. A la fin du XVIIIe siècle, cependant, leur situation est bouleversée par les initiatives de Catherine II de Russie. L'impératrice abolit en plusieurs étapes, entre 1764 et 1783, les structures politiques et militaires cosaques en Ukraine. A l'occasion des partages de la Pologne (1772, 1793, 1795), la Russie annexe la rive droite du Dniepr, la Volhynie et la Podolie. Parallèlement, elle conquiert sur les Tatars et Ottomans les steppes méridionales, et annexe la Crimée en 1783 ; elle les ouvre à une colonisation multinationale mais majoritairement ukrainienne (sauf en Crimée).

A la suite de tout cela, les seuls territoires de l'actuelle Ukraine qui n'appartiennent pas à la Russie sont ceux de l'empire d'Autriche : la Galicie⁷ (annexée en 1772), la Bukovine (1774) et la Ruthénie Hongroise héritée de l'ancien royaume de Hongrie.

Tout au long du XIXe siècle, les terres ukrainiennes demeurent partagées entre ces deux empires, sans aucune autonomie ou identité politique [Fig. 7]. Elles s'agrandissent au sud – d'ailleurs bien au-delà de la frontière actuelle de l'Ukraine (en 1792, d'anciens Cosaques Zaporogues reformés en Armée cosaque de la mer Noire sont transférés au nord du fleuve Kouban, à l'est de la mer d'Azov). Mais ce siècle est aussi celui du développement d'un mouvement national ukrainien dont les militants réfléchissent aux limites du pays dont ils défendent l'identité.



Un élément essentiel de cette conceptualisation géographique d'une Ukraine encore virtuelle est le choix que font, d'une part les « Petits-Russiens » de Russie, d'autre part les « Ruthènes » d'Autriche, de considérer qu'ils forment un même peuple. Ce choix est

acquis dès la fin de la première moitié du XIXe siècle. Dès lors, pour le mouvement national ukrainien en développement, les limites de l'Ukraine ne peuvent être que celles du peuplement majoritaire ukrainien, défini principalement par la langue [Fig. 8].

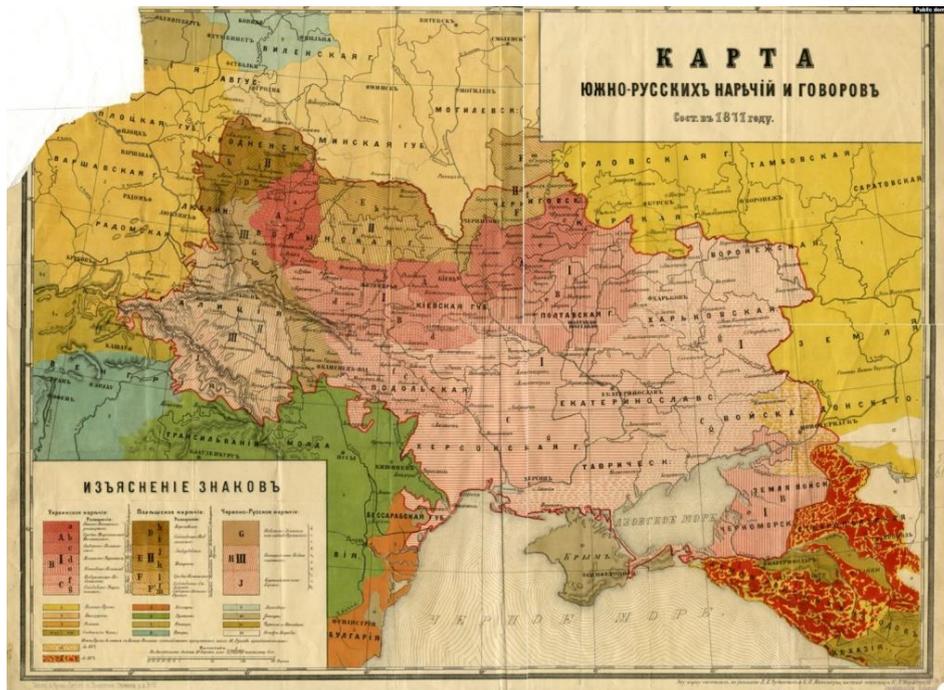


Fig. 8

« Carte des parlers et dialectes russes du sud », 1871. Cette carte représente en fait les territoires majoritairement peuplés d'ukrainophones dans les deux empires russe et austro-hongrois et correspond ainsi à l'Ukraine idéale imaginée par le mouvement national au XIXe siècle.

[Carte de P. Tchoubynsky, K. Mykhaltchouk et K. Marjetsky ; domaine public / Wikimedia Commons]

Cette définition s'exprime des deux côtés de la frontière austro-russe, à travers des formules qui sont presque des slogans, dans des références aux repères géographiques approximatifs que j'ai cités au début de cette conférence. L'une des plus anciennes est due au lexicographe Pavlo Biletsky-Nosenko (1774-1856), qui écrit en 1843 dans l'introduction à son dictionnaire ukrainien que l'Ukraine s'étend « *des Carpathes à la Volga [sic!] et du sud de la Desna à la mer Noire et au Danube* ». De telles expressions deviennent courantes dans la seconde moitié du XIXe siècle sous des plumes célèbres – ainsi Pavlo Tchoubynsky dans le poème devenu le texte de l'hymne national : « *du Sian au Don* » ; Ivan Franko dans des vers de 1883 : « *du Kouban jusqu'à la rivière Sian* » ; Ioulian Batchynsky en 1895 : « *du Sian au Caucase* » ; Mykola Mikhnovsky en 1900 : « *des monts des Carpathes à ceux du Caucase* »⁸.

XXe siècle : la formation des frontières de l'État ukrainien

Ces limites idéales théorisées au XIXe siècle ont été concrétisées sous diverses formes, à partir de 1917, comme frontières politiques d'un Etat ukrainien.

A la faveur de la révolution de mars 1917 se constitue à Kiev un Conseil Central d'Ukraine (habituellement désigné par son nom ukrainien de *Rada* Centrale). D'orientation majoritairement socialiste et fédéraliste, cette émanation des diverses composantes du mouvement national tente de négocier avec le gouvernement provisoire russe l'autonomie de l'Ukraine.

La question des frontières se pose immédiatement. La Rada, dans la continuité des théories culturelles et politiques du XIXe siècle, revendique tout le territoire ethnographique ukrainien de Russie. Mais le gouvernement provisoire veut restreindre l'autonomie aux cinq provinces plutôt agricoles du nord et de l'ouest de l'Ukraine (Kiev, Tchernihiv, Poltava, Volhynie, Podolie), sans accès à la mer ni zone industrielle de l'est **[Fig. 7]**.

Après la prise du pouvoir par les bolchéviks en Russie en novembre 1917 et l'instauration de leur régime « soviétique », la Rada qui ne le reconnaît pas crée une « République Populaire d'Ukraine », encore conçue comme une partie d'une future Russie démocratique et fédérale, et en définit les frontières (Troisième *Universal*, 20 novembre 1917). Le nouvel Etat comprend les neuf gouvernorats russes à majorité ukrainienne : Volhynie, Podolie, Kiev, Kherson, Tchernihiv, Poltava, Katérynoslav et Tauride – ce dernier amputé de la péninsule de Crimée. Autrement dit, plutôt que de suivre exactement la frontière ethnique, il a paru plus simple de conserver les limites administratives, en revendiquant globalement les provinces de l'ancien empire où la population compte plus de 50 % d'Ukrainiens, même si des rectifications sont prévues ensuite par voie de référendum dans des zones limitrophes. La seule exception à ce principe est l'exclusion de la Crimée, partie du gouvernorat de Tauride : dans l'ensemble de cette province, les Ukrainiens n'avaient qu'une majorité relative ; sans la Crimée, ils avaient comme ailleurs une majorité absolue.

Cette conservation des limites provinciales conduit aussi à sacrifier de nombreux districts à majorité ukrainienne au nord et à l'est. La République Populaire d'Ukraine ne revendique pas, en particulier, le territoire du Kouban, où les Ukrainiens formaient à peu près 50 % de la population cosaque et non cosaque, avec de fortes majorités au nord du fleuve éponyme.

En décembre 1917, l'Ukraine est attaquée par les forces russes bolchéviques qui veulent y imposer le régime soviétique. La Rada proclame l'indépendance complète le 22 janvier 1918, mais cette indépendance n'est sauvée que grâce à la paix séparée conclue le 9 février 1918 à Brest-Litovsk avec l'Allemagne et ses alliés.

Cette paix est la première reconnaissance internationale (par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et l'empire ottoman), à l'époque contemporaine, d'un Etat ukrainien et de ses frontières. A cette occasion, la République Populaire d'Ukraine fait reconnaître sa juridiction non seulement sur les neuf gouvernorats, mais aussi sur des territoires supplémentaires au nord-ouest : la région de Kholm / Chełm et le sud du gouvernorat de Hrodna / Grodno **[Fig. 9]**. En outre, une clause secrète (et jamais appliquée) prévoit l'autonomie des Ukrainiens d'Autriche-Hongrie dans une province à constituer.



Fig. 9

L'Ukraine en 1918

[Cartographie : Géraldine Froger ; © Iaroslav Lebedynsky]

Ce succès encourage vite des revendications encore plus ambitieuses : le 14 février 1918, le conseil des ministres ukrainien évoque le rattachement à la république de tous les territoires à majorité ukrainienne restés du côté russe de la nouvelle frontière, une « influence » ukrainienne sur la péninsule de Crimée, et même la constitution d'une colonie ukrainienne dans l'Extrême-Orient russe, entre l'Amour et la côte pacifique, dans le « Coin Vert » ou « Ukraine Verte » où les Ukrainiens étaient localement majoritaires. Les troupes allemandes, austro-hongroises et ukrainiennes repoussent les bolchéviks au-delà de la frontière tracée à Brest-Litovsk.

Quelques semaines plus tard, le régime socialiste ukrainien, victime de son incompétence et de sa brouille presque instantanée avec son protecteur allemand, est renversé. Il est remplacé par le régime plus conservateur et pragmatique de l'« Etat Ukrainien », sous la direction du général Pavlo Skoropadsky, élu « hetman de toute l'Ukraine » (29 avril 1918).

Le nouveau pouvoir, qui veut bâtir une vraie puissance ukrainienne, consacre une attention extrême à la question des frontières. L'hetman Skoropadsky et ses collaborateurs ont été les premiers à ajouter une dimension stratégique, géopolitique, à la traditionnelle vision ethnographique des limites de l'Ukraine.

Ces préoccupations se retrouvent dans les déclarations de l'hetman lui-même, de son conseil des ministres et d'autres responsables, parmi lesquels il convient de citer Dmytro Dontsov (1883-1973). Connu surtout plus tard comme idéologue du nationalisme ukrainien radical dans les années 1920 et 1930 et inspirateur de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens, il est en 1918 chef de l'Agence télégraphique ukrainienne et rédige diverses notes sur les problèmes de frontières.

Les ambitions de l'État Ukrainien se manifestent dans trois directions.

La première, ce sont les territoires à majorité ukrainienne demeurés du côté russe des frontières de Brest-Litovsk mais contrôlés au printemps de 1918 par les forces ukrainiennes et allemandes (petite zone du gouvernorat d'Oriol ; parties des gouvernorats de Koursk et Voronèj ; partie occidentale du territoire des Cosaques du Don). Une loi du 25 mai 1918 les incorpore provisoirement à l'État Ukrainien et une décision du conseil des ministres en date du 14 août les répartit entre les gouvernorats de Tchernihiv et Kharkiv et le district de Polésie. En revanche, le 8 août 1918, l'Ukraine renonce à la partie ukrainienne des terres de la Grande Armée du Don (l'État autonome ant-bolchévique des Cosaques du Don) : l'alliance cosaque est privilégiée. Des négociations de paix sont conduites avec la Russie soviétique sur la base d'un traité préliminaire signé le 12 juin 1918 – avec beaucoup d'arrière-pensées de part et d'autre – mais n'aboutissent pas à un accord sur le tracé des frontières.

La deuxième cible est la Crimée, réclamée dès mai 1918. C'est une nette rupture avec le principe ethnographique : après 135 ans de domination et de colonisation russes, la population de la péninsule compte à peu près 41 % de Russes, 29 % de Tatars, 9 % d'Ukrainiens. L'enjeu est stratégique. Comme l'écrit Dontsov :

« Séparée de l'Ukraine à laquelle elle est organiquement liée, la Crimée deviendrait un jouet entre les mains de forces hostiles à l'Ukraine. » [Oleno Boyko, 2003].

La question est évoquée en conseil des ministres dès le 7 mai et fait l'objet d'une note adressée le 10 mai par l'hetman à l'ambassadeur d'Allemagne. Au fil de rapports compliqués avec les Allemands qui occupent la région et avec le gouvernement de coalition russo-tatar du général Soulkiévitch, et après quelques mois de blocus de la péninsule, l'hetman obtient en septembre-octobre 1918 le principe de l'intégration d'une Crimée autonome à l'État Ukrainien. La chute du régime, en décembre 1918, empêche la mise en application de cet accord.

Le troisième axe des visées territoriales de l'État Ukrainien est la région du Kouban. Dans ce cas, l'attraction est réciproque, le Conseil Législatif du Kouban (d'ailleurs appelé *Rada* à l'ukrainienne) étant dominé au début de 1918 par des partisans de l'union à l'Ukraine. A la fin du mois de mai, une délégation du Kouban vient discuter à Kiev d'un rattachement, mais celui-ci ne peut se concrétiser : les Allemands s'y opposent au nom du respect des frontières tracées à Brest-Litovsk, et surtout les Russes « blancs » – en l'occurrence l'« Armée Volontaire » anti-bolchévique du général Anton Dénikine – imposent leur alliance au gouvernement régional autonome.

On peut ajouter encore des velléités d'annexion de la partie méridionale de la Bessarabie (russe avant 1917, rattachée à la Roumanie en mars 1918). La province avait une majorité roumaine mais avec une population ukrainienne dense au sud.

La fin de la Première Guerre mondiale, la défaite des empires centraux, ont des conséquences immédiates sur la situation ukrainienne.

D'une part, les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie proclament à leur tour leur indépendance et instaurent une « République Populaire d'Ukraine Occidentale ». Celle-ci revendique les régions à majorité ukrainienne d'Autriche et de Hongrie (Galicie Orientale, Bukovine septentrionale, Ruthénie Hongroise ; **[Fig. 10]**). Elle se trouve immédiatement en conflit avec la Pologne, qui revendique la Galicie Orientale, ainsi qu'avec la Roumanie qui occupe la Bukovine.

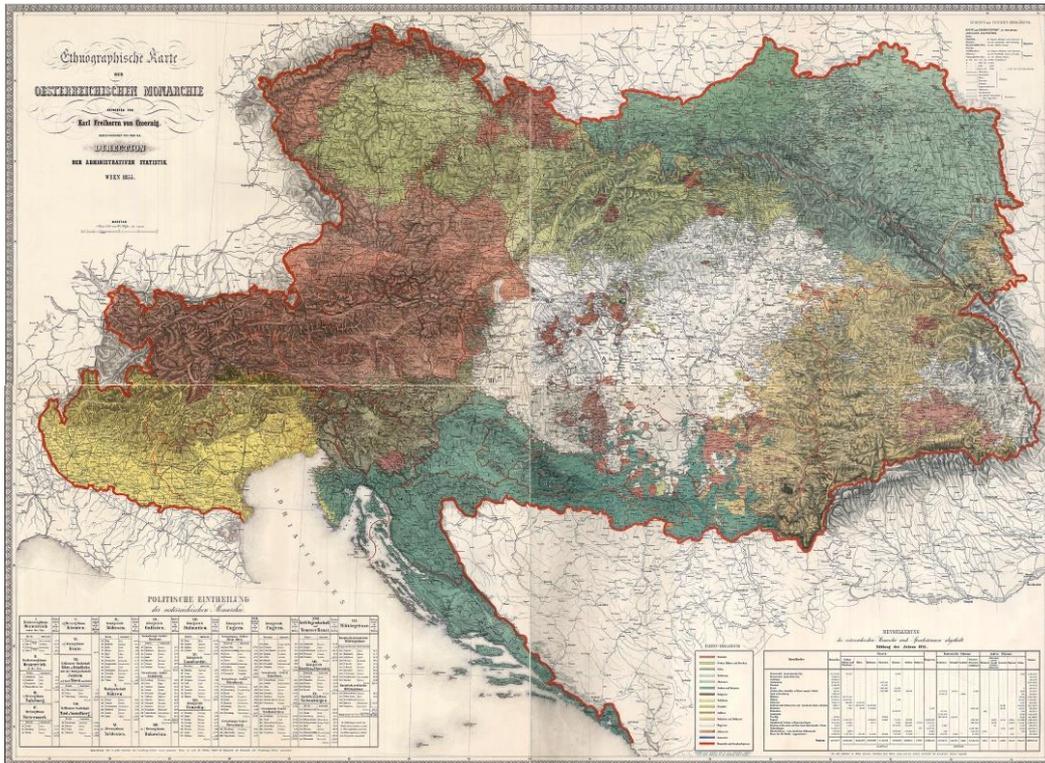


Fig. 10

« Carte ethnographique de la monarchie autrichienne » publiée en 1855 par le baron Karl Czoernig. Les territoires « ruthènes » sont figurés en turquoise au nord-est. Cette carte sert en novembre 1918 de référence explicite à la République Populaire d'Ukraine Occidentale pour tracer ses frontières théoriques. [Domaine public / Wikimedia Commons]

D'autre part, dans l'ancienne Ukraine russe, le régime de l'hetman Skoropadsky, privé du soutien allemand, est renversé par les socialistes ukrainiens qui créent une seconde République Populaire d'Ukraine. Au même moment, les bolchéviks repassent à l'offensive.

Le 22 janvier 1919, cette deuxième République Populaire d'Ukraine et la République Populaire d'Ukraine Occidentale s'unissent en un seul Etat. Même si cette union reste largement sur le papier, c'est l'aboutissement symbolique des rêves et des efforts du mouvement national depuis les années 1830-1840. Les frontières de la république unifiée coïncident en théorie avec les limites de l'aire ethnographique ukrainienne (Kouban compris), à laquelle s'ajoute la Crimée. C'est ce que représente la carte soumise en 1919 à la Conférence de la Paix de Paris par la délégation ukrainienne – qui n'y est d'ailleurs pas admise officiellement **[Fig. 11]**.

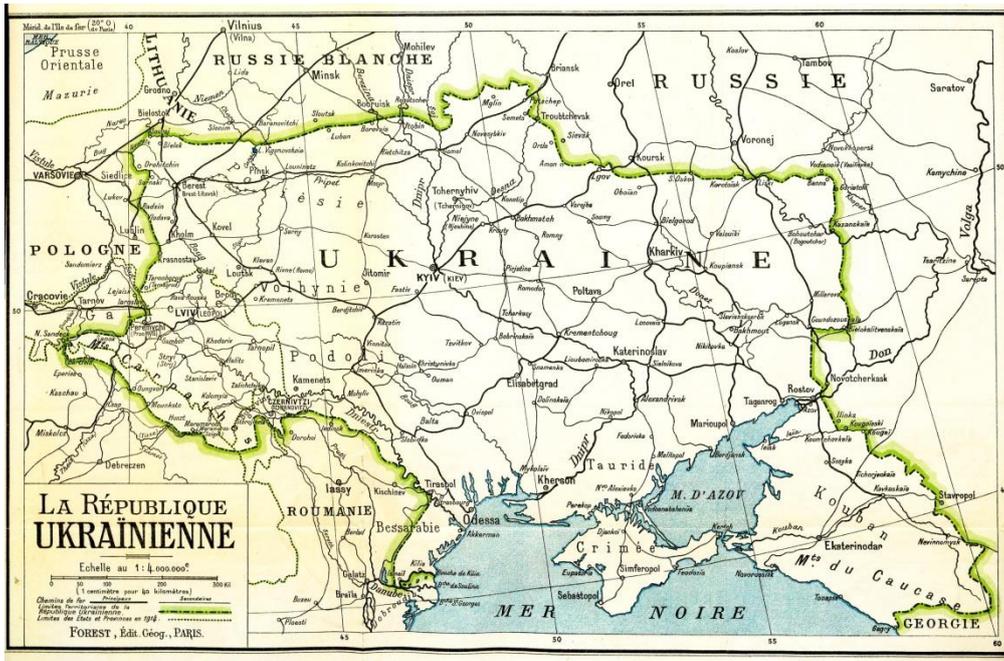


Fig. 11

Carte présentée à la Conférence de la Paix de Paris par la délégation de la République Populaire d'Ukraine, 1919.

[Domaine public / Wikimedia Commons]

Sur le terrain, la réalité est très différente. Le projet national ukrainien se heurte à un environnement totalement hostile. La Pologne revendique de vastes territoires ukrainiens avec, comme optimum, le retour aux frontières d'avant le premier partage de 1772 (on voit là l'opposition des raisonnements ethnographique et historique mentionnée en introduction). Le pouvoir russe bolchévique tente de créer sa propre Ukraine soviétique. Les armées russes « blanches » qui opèrent dans les régions méridionales de l'ancien empire ne reconnaissent aucune Ukraine ; dans sa proclamation du 25 août 1919, le général Dénikine évoque en des termes obsolètes et inutilement provocateurs « *la branche petite-russienne du peuple russe* ». Enfin, les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, à commencer par la France, soutiennent les « Blancs » et sont hostiles à l'indépendance ukrainienne [Fig. 12].



Fig. 12

« La paix mondiale en Ukraine », caricature de H. Hasenko, 1919, montrant l'occupation et le dépeçage du territoire ukrainien par les Russes « rouges » et « blancs », les Polonais, les Roumains et Hongrois.

[Domaine public / Wikimedia Commons]

À la fin de 1919, la situation militaire des forces nationales ukrainiennes est désespérée ; les Ukrainiens occidentaux reprennent leur liberté. Le gouvernement ukrainien se résout à traiter avec le seul de ses adversaires prêt à le reconnaître au prix de concessions territoriales : la Pologne. Par le traité de Varsovie (21 avril 1920), l'Ukraine obtient la reconnaissance et l'aide militaire de la Pologne – en échange de régions déjà occupées par les Polonais. La frontière ukraïno-polonaise ainsi définie laisse à la Pologne la Galicie Orientale, la région de Kholm et la Volhynie occidentale. C'est ce qui permet aux Polonais de refuser la « ligne Curzon », validée le 8 décembre 1919 à la Conférence de la Paix comme frontière orientale du pays et proposée encore par les Occidentaux le 10 juillet 1920 : cette ligne suivait pour l'essentiel la limite ethnographique entre Ukrainiens et Polonais (avec toutefois une variante laissant la ville de Lviv à la Pologne) et était donc moins intéressante que la frontière négociée avec le gouvernement ukrainien. Le traité de Varsovie précise en revanche que la Pologne renonce aux territoires situés entre cette nouvelle frontière et la limite orientale de la *Rzeczpospolita* en 1772 ; elle abandonne donc l'idéal d'un retour à la situation d'avant les partages.

Il s'ensuit une guerre polono-ukraïno-soviétique aux multiples rebondissements, au terme de laquelle les Polonais sacrifient leurs alliés ukrainiens pour traiter avec la Russie soviétique. Le traité de Riga (18 mars 1921) fixe une frontière entre la Pologne et la nouvelle République Socialiste Soviétique d'Ukraine presque identique à celle négociée un an plus tôt entre Polonais et Ukrainiens indépendantistes.

Le bilan, en termes de frontières, de cette première tentative d'indépendance ukrainienne du XXe siècle, est le suivant : les territoires majoritairement peuplés d'Ukrainiens, qui étaient avant 1917 partagés entre les empires russe et austro-hongrois, le sont désormais entre quatre Etats : la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, qui devient en 1922 membre fondateur de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ; la Pologne qui conserve la Galicie Orientale et l'ouest de la Volhynie (la frontière orientale de la Pologne est définitivement reconnue par les Occidentaux le 15 mars 1923) ; la Roumanie qui possède la Bessarabie et la Bukovine entières, avec leurs zones ukrainiennes ; et la Tchécoslovaquie dont l'ancienne Ruthénie Hongroise forme la province de « Ruthénie Subcarpathique », intégrée de façon relativement consensuelle en 1919 [Fig. 13].



Fig. 13

Schéma illustrant le partage des territoires ukrainiens, de 1921 à 1939, entre l'Union Soviétique (RSSU et RSFSR), la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

[Petro Sodol ; Droits réservés]

Il faut s'arrêter plus longuement sur la détermination des frontières entre les républiques soviétiques d'Ukraine (RSSU), Biélorussie (RSSB) et Russie (RSFSR), effectuée entre 1919 et 1924 : on sait qu'un thème récurrent de l'actuelle propagande russe est que Lénine a formé une Ukraine soviétique artificielle en lui cédant des terres « russes ».

Pour des raisons tant idéologiques que pratiques, les bolchéviks au pouvoir en Russie, tout en tenant un discours généreux sur l'autodétermination des peuples, ne pouvaient admettre une Ukraine vraiment indépendante. En 1918, au moment de Brest-Litovsk, ils avaient sans succès essayé de limiter leurs pertes en détachant de l'Ukraine un vaste territoire comprenant l'actuel Donbas, sous le nom de « République du Donets-Krivoï-Rog ». Ensuite, surpris – comme beaucoup d'autres d'ailleurs – par la vigueur du réveil national ukrainien et l'écho que rencontraient les thèmes patriotiques dans la population, ils se sont résignés à bâtir une Ukraine soviétique crédible.

Les frontières de la RSSU avec la Pologne et la Roumanie coïncidaient avec la frontière extérieure de la nouvelle Union Soviétique. Il restait donc à délimiter les frontières intérieures entre RSSU, RSSB et RSFSR. Un coup d'œil à la carte montre qu'elles suivent de très près les frontières ukrainiennes définies par la Rada Centrale en 1917 – c'est-à-dire les anciennes limites provinciales russes (c'est déjà le cas dans le traité signé le 10 mars 1919 entre RSSU et RSFSR). L'Ukraine perd ainsi les territoires supplémentaires acquis à Brest-Litovsk et sous l'hetman Skoropadsky ; elle gagne en revanche une petite extension au sud-est, vers Taganrog et Chakhty, restituée cependant dès 1924 à la RSFSR. De vastes zones peuplées d'Ukrainiens se trouvent donc du côté russe de la frontière. Il est intéressant de noter que les dirigeants soviétiques ukrainiens en avaient revendiqué certaines et que le pouvoir soviétique central reconnaît leur caractère ukrainien dans les années 1920 : il y conduit la même politique culturelle et linguistique d'« ukrainisation » qu'en RSSU (enseignement, presse, littérature en langue ukrainienne). Il change de cap après l'accession de Staline au pouvoir personnel et entame leur russification dans les années 1930.

Evidemment, le partage territorial de l'Ukraine durant l'Entre-Deux-Guerres est mal accepté du côté ukrainien. La revendication patriotique, là où elle peut s'exprimer, demeure la même : une Ukraine indépendante, unie, dans ses frontières ethnographiques, généralement avec l'ajout de la Crimée. L'hymne de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens, créée en Galicie en 1929 et porteuse du nouveau nationalisme radical, se termine par l'évocation de « *l'État ukrainien uni, libre, puissant, du Sian au Caucase* » – incluant donc encore la région du Kouban.

Les vraies frontières, elles, recommencent à bouger à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Le 2 novembre 1938, la Tchécoslovaquie est contrainte de céder à la Hongrie le sud de la Ruthénie Subcarpathique. Le 15 mars, lors de la désintégration finale de l'État tchécoslovaque, la province proclame son indépendance sous le nom d'« Ukraine Carpathique » mais est aussitôt annexée par la Hongrie.

Des bouleversements bien plus importants débutent avec l'attaque de la Pologne par l'Allemagne et l'Union Soviétique. Le 28 septembre 1939, après sa défaite, l'État polonais disparaît. Ses territoires orientaux sont rattachés aux républiques soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie. La nouvelle frontière occidentale de la RSS d'Ukraine suit presque exactement la limite ethnographique et donc la ligne Curzon de 1919-20.

Le 2 août 1940, la Roumanie est contrainte de céder à l'Union Soviétique la Bukovine du Nord et la Bessarabie, rattachées en partie à la RSS d'Ukraine (le gros de la Bessarabie formant une nouvelle RSS de Moldavie⁹).

Ainsi, en 1940, l'Ukraine soviétique a pris à peu de chose près les contours de l'Ukraine actuelle [Fig. 14]. Bien entendu, Staline n'a pas cherché à satisfaire le sentiment national ukrainien ; il a voulu accroître le territoire de l'Union Soviétique et son glacis protecteur à l'ouest, et aussi prendre le contrôle de territoires qui, comme la Galicie, étaient des foyers de nationalisme ukrainien anti-communiste.



Fig. 14

« Carte administrative de la RSS d'Ukraine », 1941. Cette carte montre l'annexion à l'Ukraine soviétique de la Galicie orientale et de la Volhynie occidentale après la défaite polonaise de 1939, de la Bukovine septentrionale et de la Bessarabie méridionale arrachées à la Roumanie en 1940.

[Direction générale de la géodésie et de la cartographie d'URSS ; domaine public / Wikipedia Commons]

Le 22 juin 1941, l'Allemagne et ses alliés attaquent l'Union Soviétique. Les espoirs de certains nationalistes ukrainiens de voir les Allemands autoriser la formation d'une Ukraine indépendante sont vite déçus¹⁰. L'Ukraine est traitée comme un butin de guerre et divisée à nouveau. Le sud-ouest entre Dniestr et Boug méridional avec Odessa est remis à la Roumanie et forme un « gouvernorat de Transnistrie »¹¹. La Galicie Orientale avec Lviv est ajoutée au « Gouvernement-Général », c'est-à-dire à la Pologne occupée. Le sort du reste, soit la majeure partie de la RSS d'Ukraine, est réservé jusqu'à la fin de la guerre. Une administration civile allemande, le « Commissariat du Reich à l'Ukraine », est institué dans les zones se trouvant à au moins 200 km à l'arrière du front. Dans le plan allemand initial, ce Commissariat du Reich devait être étendu très loin vers l'est, jusqu'à la Volga. Il engloberait toutes les enclaves ukrainiennes de Russie du sud et la république autonome des Allemands de la Volga (créée pour les descendants des colons allemands établis sous Catherine II) afin de favoriser la « germanisation » de l'Ukraine [Fig. 15].



Fig. 15

Carte allemande de 1941 illustrant l'occupation de l'Ukraine. La Galicie orientale est rattachée au « Gouvernement-Général » de Pologne ; la Transcarpathie appartient à la Hongrie depuis 1939 ; la Bukovine du nord, la Bessarabie du sud et une « Transnistrie » entre Dniestr et Boug méridional sont cédées à la Roumanie. Le reste doit former un « Commissariat du Reich Ukraine » étendu démesurément vers l'est ; dans la réalité, cette administration civile allemande n'a été installée que dans les régions appelées ici *Wolhynien-Podolien*, *Ostwolhynien*, *Oberneper*, *Greuthungland*, *Niederneper* et *Gotenland*. Ces noms (qui n'ont jamais été utilisés officiellement) et divers toponymes indiqués sur la carte reflètent les plans de germanisation des territoires conquis.

[Domaine public / Wikipedia Commons]

En 1945, la victoire soviétique conduit à restaurer les frontières d'avant-guerre de la RSSU, avec les annexions de 1939-1940 [Fig. 16]. L'Ukraine soviétique comprend donc de nouveau son territoire d'avant 1939, les anciennes régions polonaises de Galicie orientale et Volhynie occidentale, les anciens territoires roumains de Bukovine du Nord et Bessarabie méridionale ; il s'y ajoute la Ruthénie Subcarpathique, cédée par la Tchécoslovaquie reconstituée et qui devient la région de Transcarpathie de la RSSU. Les frontières occidentales suivent à peu près les limites ethniques (il subsiste des minorités ukrainiennes en Pologne, Slovaquie, Roumanie ; du côté ukrainien : des minorités hongroise en Transcarpathie ukrainienne, roumaines en Bessarabie méridionale et Bukovine).

Ces nouvelles frontières sont figées par différents traités, en particulier l'accord soviéto-polonais du 9 septembre 1944 et le traité soviéto-polonais du 16 août 1945, le traité soviéto-tchécoslovaque du 29 juin 1945, le traité de Paris du 10 février 1947 sur la frontière soviéto-roumaine.

La frontière ukraïno- (et soviéto-) polonaise mérite un développement particulier. Elle est fixée à proximité de la limite ethnographique, en suivant presque exactement le tracé de l'une des variantes de la ligne Curzon de 1919. Elle laisse cependant du côté polonais une petite bande de territoire peuplée d'Ukrainiens. Or, dans ce cas, c'est la limite ethnique qui est *a posteriori* mise en conformité avec la frontière politique. Des échanges de population

ont lieu entre Ukraine et Pologne en 1944-46. En 1947, lors de l'« Opération Vistule », le pouvoir communiste polonais déporte les Ukrainiens de la zone frontalière, qui sont réinstallés dans les territoires allemands annexés à la Pologne en 1945. Le but est de supprimer les bases de la résistance nationaliste, l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne. La frontière subit encore des rectifications mineures en 1948 près de Przemyśl et en 1951 près de Belz.

La dernière modification des frontières de l'Ukraine intervenue à l'époque soviétique est le rattachement de la Crimée en 1954 [Fig. 16]. Le contexte est celui de la célébration, à l'échelle de l'Union Soviétique, du tricentenaire de la « réunification de l'Ukraine à la Russie » (en fait le passage sous protection moscovite des Cosaques en 1654). Les motifs officiels sont « la communauté de l'économie, la proximité territoriale et les liens économiques et culturels étroits entre la région de Crimée et la RSS d'Ukraine » (ordre du Praesidium du Conseil suprême de l'URSS, 19 mars 1954). On peut soupçonner aussi le gouvernement soviétique d'avoir voulu accroître le pourcentage en RSS d'Ukraine de Russes et de russophones, levier de la russification délibérément conduite sous Staline. La péninsule a en effet été vidée en 1944 de sa population tatare (qui n'a pu revenir qu'à la chute de l'Union Soviétique) et elle est alors peuplée à 71 % de Russes.



Fig. 16
La formation territoriale de l'Ukraine après la Seconde Guerre mondiale.
[Cartographie : Géraldine Froger ; © Iaroslav Lebedynsky]

C'est de cette ultime version des frontières de l'Ukraine soviétique qu'hérite en 1991 l'Ukraine indépendante.

III- LA REMISE EN CAUSE DES FRONTIÈRES DE L'UKRAINE

Ces frontières, après trente ans de stabilité, la Russie les remet en cause de la façon la plus violente depuis 2014, et il importe de comprendre pourquoi et de chercher à en discerner les possibles conséquences.

Légitimité et contestations

Les frontières de l'Ukraine apparaissent, au moment de l'indépendance, comme doublement légitimes. D'une part, aucun Etat ne les conteste officiellement ; d'autre part, elles sont en quelque sorte validées par les résultats du référendum d'indépendance du 1^{er} décembre 1991 : le « oui » l'emporte dans toutes les régions du pays, y compris les plus russifiées à l'est (83 %), y compris en Crimée (54%). Or, on sait quels doutes inspirait la situation ethnolinguistique de l'Ukraine. Beaucoup de commentateurs décrivaient un pays coupé en deux, partagé entre un ouest « nationaliste », ukrainophone et pro-occidental, et un est russophone attaché aux liens avec Moscou. Le vote de 1991 et les événements des dernières décennies suggèrent l'existence d'une identité ukrainienne diversifiée et qui peut, dans certains cas, être indépendante des supports traditionnels comme la langue.

Les remises en cause des frontières de l'Ukraine, jusqu'en 2014, restent marginales. On connaît les nostalgies suscitées en Pologne par la perte en 1945 des « Confins Orientaux » et notamment de la ville de Lviv, et en Hongrie par celle des territoires abandonnés en 1920 et de nouveau en 1945, dont la Transcarpathie. Elles n'ont cependant pas de traduction officielle. Au contraire, le traité ukraïno-polonais de mai 1992 garantit l'inviolabilité des frontières des deux Etats. La Roumanie abandonne en 1997 ses revendications sur l'île des Serpents au large des bouches du Danube (traité ukraïno-roumain du 2 juin 1997 ; la délimitation des eaux territoriales a été effectuée par la Cour internationale de justice de La Haye le 3 février 2009).

Du côté de la Russie, c'est la question de la Crimée qui se pose très tôt. Le 21 mars 1992, le parlement russe vote une décision invalidant le transfert de 1954. Le 9 juillet 1993, il adopte une résolution affirmant que Sébastopol est une ville russe. Ces initiatives – doublées d'une tentative de sécession des Russes de Crimée – ne sont pas soutenues par le pouvoir russe : l'intégrité territoriale de l'Ukraine est garantie par le mémorandum de Budapest (1994) et le traité d'amitié russo-ukrainien (1997), moyennant le maintien de la Flotte russe de la mer Noire à Sébastopol. Ce n'est qu'en 2003 que se produit un premier incident international, à propos de l'îlot de Touzla dans le détroit de Kertch et donc de la délimitation en mer d'Azov entre la Crimée ukrainienne et le Territoire russe de Krasnodar (une grande partie de l'ancienne région du Kouban).

La guerre ukraïno-russe

Au pouvoir depuis 1999, le président russe Poutine a pris une attitude de plus en plus agressive à l'encontre d'une Ukraine dont il n'admet pas qu'elle échappe au « monde russe ». Son discours postule que les Ukrainiens ne sont pas vraiment distincts des Russes, que l'Ukraine est un Etat artificiel, manipulé par l'Occident, un « projet anti-russe » (terme employé dans son fameux article de 2021). Sous sa forme la plus modérée

(si l'on ose dire !), ce discours admet l'existence de l'Ukraine mais affirme que ses territoires orientaux et méridionaux sont « russes ». Cette assertion se fonde à la fois sur l'existence dans ces régions de minorités russes compactes et d'une proportion élevée de russophones, que la Russie devrait prétendument défendre contre une politique « nationaliste » d'ukrainisation linguistique et culturelle ; et sur des « droits historiques » : ces territoires ont été conquis par l'empire russe, les villes d'Odessa, Kherson, Sébastopol, Marioupol, y ont été créées par la Russie, etc. Cette vision a débouché sur le conflit ukraïno-russe, commencé en fait dès 2014.

La première étape a lieu juste après la « Révolution de la Dignité » ukrainienne et l'éviction du président pro-russe Ianoukovytch. A la fois en représailles et par opportunisme, la Russie occupe la Crimée et l'annexe le 18 mars 2014. Elle soutient également la formation dans l'est de l'Ukraine de deux « républiques populaires » séparatistes contrôlant des parties des régions de Louhansk et Donetsk. La réaction ukrainienne empêche le processus de s'étendre, alors que des groupes pro-russes tentent de proclamer des entités du même genre dans d'autres régions, dans le cadre d'un projet plus vaste de « Nouvelle-Russie ». Celle-ci aurait compris tout l'est et le sud de l'Ukraine, coupant le pays de la mer Noire et de la mer d'Azov, assurant la continuité territoriale entre la Russie et la Crimée et, au-delà, le territoire pro-russe de « Transdnestrrie » en Moldavie [Fig. 17].



Fig. 17

Manifestation dans les zones séparatistes du Donbas en 2014. La carte brandie montre le projet de partition de l'Ukraine et de constitution d'une « Nouvelle-Russie » englobant tout l'est et le sud du pays. [Capture d'écran, 2014 ; droits réservés]

Les événements de 2014 aboutissent à la création de nouvelles limites de fait. Celle entre l'Ukraine et la Crimée annexée est considérée par la Russie et les rares Etats ayant reconnu l'annexion comme une frontière internationale. Celle avec les « républiques populaires » de Donetsk et Louhansk, produit des cessez-le feu, demeure une simple « ligne de contact » et la Russie ménage l'avenir en ne reconnaissant pas officiellement les deux Etats séparatistes.

La seconde phase débute avec l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022. Le 30 septembre, la Russie proclame l'annexion des quatre régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia – bien qu'elle n'en contrôle complètement aucune [Fig. 18]. Cette décision entérine l'abandon du but de guerre initial des Russes : la subjugation totale de l'Ukraine et l'abolition de fait de sa souveraineté. La Russie se rabat sur un remodelage de la frontière.



Fig. 18

La situation militaire et politique à la fin de 2022, avec la frontière revendiquée par la Russie après l'annexion le 30 septembre des régions de Kherson, Zaporijjia, Donetsk et Louhansk – qu'elle ne contrôle pas intégralement.

[Pascal Orcier, 2022 ; Géoconfluences / ens-lyon.fr]

La suite s'écrit sous nos yeux et, sans spéculer sur l'issue aujourd'hui imprévisible du conflit, il est clair que la question des frontières constitue un obstacle à toute solution négociée. La Russie ne peut guère « désannexer » les territoires qu'elle prétend désormais siens ; on l'imagine mal, en tout cas, en l'absence de changements politiques radicaux, sans compter le risque qu'il y a à admettre qu'un « sujet » de la Fédération de Russie, même de fraîche date, puisse la quitter. L'Ukraine, elle, n'envisage pas de concessions territoriales, qui encourageraient l'agresseur à émettre un jour de nouvelles revendications et que l'opinion publique ukrainienne n'est pas prête à accepter. Le retour à l'intégrité du pays, dans ses frontières de 1991 (avec la Crimée) est devenu son principal but de guerre officiel [Fig. 19].



Fig. 19

La frontière comme symbole patriotique : groupe de soldats ukrainiens en mai 2022, après la libération du nord de la région de Kharkiv jusqu'à la frontière internationale.
[Capture d'écran ; vidéo ukrainienne anonyme / Youtube.com]

CONCLUSION

Les frontières de l'Ukraine sont, sous leur forme actuelle, récentes (1917 à 1954) – mais pas plus que celles des autres pays d'Europe orientale, centrale ou balkanique. Longtemps avant d'être transcrites dans la réalité politique, elles avaient d'ailleurs été imaginées, revendiquées, préfigurées par diverses limites administratives ou étatiques antérieures.

Sont-elles, comme le prétend le discours russe aujourd'hui officiel, arbitraires, injustes ou absurdes ? C'est difficile à soutenir. Certes, les dirigeants soviétiques qui en ont tracé la dernière version l'ont évidemment fait en fonction de leurs propres intérêts et calculs, mais en suivant une logique générale ethnographique qu'ils n'ont pas inventée ; c'est ainsi que Staline, en 1944-45, s'est réclamé vis-à-vis de ses alliés occidentaux de la ligne Curzon proposée en 1919. Lorsqu'ils y ont dérogé, *ils l'ont fait principalement au détriment de l'Ukraine et non de la Russie*. La coïncidence entre limites politiques et ethnographiques a été ensuite accentuée, à l'ouest par la polonisation, à l'est par la russification, des territoires à majorité ukrainienne demeurés au-delà des frontières. La seule exception majeure est la Crimée, dont le rattachement répondait aussi à une logique, mais différente, de type économique et géographique.

Ces frontières ont été intériorisées par plusieurs générations d'Ukrainiens et entérinées par la communauté internationale – Russie comprise – au moment de l'indépendance. Aujourd'hui, c'est d'ailleurs surtout sur le droit international que les Ukrainiens étayent la défense de leur intégrité territoriale ; on peut rapprocher cela de l'évolution récente d'une identité nationale ukrainienne basée sur un sentiment d'appartenance commune au pays et plus seulement sur la classique définition ethnolinguistique.

On peut observer pour finir que la guerre en cours a deux effets divergents sur la perception des frontières de l'Ukraine – tant par les Ukrainiens eux-mêmes qu'à l'étranger. Du côté occidental de l'Ukraine, ces frontières s'ouvrent et l'Ukraine est désormais officiellement candidate à l'entrée dans une Union Européenne qui, pour le meilleur et pour le pire, est celle des frontières abaissées et de la libre circulation. Du côté oriental, au contraire, la frontière ukraïno-russe – où qu'elle se stabilise finalement – est perçue comme la lisière militaire d'une nouvelle Guerre froide et comme une limite de civilisation entre l'Europe proprement dite¹² et un « monde russe » qui a d'autres références. Elle peut devenir en tout cas une nouvelle frontière extérieure de l'Union Européenne.

Cette situation d'extrême cap oriental de l'Europe est l'un des destins possibles d'une Ukraine dont le nom même signifie « terre frontalière » et qui s'est toujours trouvée sur des lignes de partage culturelles majeures.

Lectures complémentaires

Beaumont, F., « La frontière roumano-ukrainienne et le poids réel de la question des minorités », *Cybergeo : European Journal of Geography*, doc. 303, 2005 (sur <http://journals.openedition.org>, 2005).

Boyko, O., « Comment l'Ukraine s'est battue pour la Crimée il y a un siècle », *The Ukrainian Weekly – édition française*, 4 avril 2023.

Eckert, D., « L'Ukraine ou les contours incertains d'un Etat européen », *L'Espace Politique*, 33 / 2017-3 (sur <http://journals.openedition.org>, 2018).

Kohut, Z., « Mazepa's Ukraine: Understanding Cossack Traditional Vistas », *Harvard Ukrainian Studies*, Vol. 31, N° 1/4, 2009-2010.

Lebedynsky, I., *Ukraine, une histoire en questions* (2^{ème} éd.), L'Harmattan, Paris, 2019.

Mackré, Q., *Géopolitique des frontières de la Pologne*, Montpellier, 2017.

¹La Transdnestrrie est un territoire à majorité slavophone de la Moldavie, sur la rive gauche du Dniestr, qui a proclamé son indépendance en 1992. Cette forme est employée pour le distinguer de la Transnistrie, région ukrainienne entre Dniestr et Boug méridional occupée en 1941-44 par la Roumanie (cf. *infra*).

²La « République (*Rzeczpospolita* en polonais) des deux Nations » est constituée du royaume de Pologne et de la grande-principauté de Lituanie. Sa formation s'achève avec l'Union de Lublin en 1569, à l'occasion de laquelle les régions ukrainiennes de la Lituanie sont transférées à la Pologne.

³« Ruthénie » (en slave *Rus'*) est à l'origine le nom de l'État kiévien, commun aux Slaves orientaux du IX^e aux XII^e-XIII^e siècles, et il est ensuite resté sous diverses formes en usage en Ukraine, Biélorussie et Russie ; il est employé ici comme nom historique ancien des territoires ukrainiens. Le terme d'« Ukraine », attesté dès la fin du XII^e siècle pour désigner les marges méridionales de l'État kiévien, s'est progressivement étendu aux territoires peuplés d'Ukrainiens – un processus parachevé au XX^e siècle. Sur ces questions, cf. I. Lebedynsky, *Les noms de l'Ukraine à travers l'histoire*, L'Harmattan, Paris, 2021.

⁴Les Cosaques ukrainiens se répartissent en deux ensembles : des « Cosaques Enregistrés » au service du roi de Pologne et plus tard du tsar de Moscovie, cantonnés dans les territoires qui forment l'Hetmanat à partir de 1648 ; les Cosaques libres groupés autour de la « Sitch », leur camp-capitale sur le bas Dniepr. Ce sont ces derniers qui portent originellement le nom de Zaporogues, adopté ensuite par tous les Cosaques d'Ukraine.

⁵La Biélorussie ou Bélarus (« Ruthénie Blanche ») et l'Ukraine, avant 1569, avaient appartenu ensemble pendant deux siècles à la grande-principauté de Lituanie et avaient des liens étroits. Des structures cosaques ont brièvement existé au sud de la Biélorussie après la grande révolte de 1648.

⁶Après l'échec de la tentative indépendantiste de Mazepa avec l'aide de la Suède en 1708 et la mort de l'hetman en 1709, ses partisans en exil désignent comme nouvel hetman Pylyp Orlyk. Les *Pactes & Constitutions*, qui décrivent l'organisation idéale d'une Ukraine cosaque indépendante, se situent dans la lignée des *Pacta Conventa* conclus entre souverains et noblesse.

⁷La Galicie est initialement une principauté slave-orientale, annexée par la Pologne en 1387. En 1772, l'Autriche constitue avec les territoires polonais dont elle s'est emparée un « royaume de Galicie et Lodométrie » bi-national, dont la partie occidentale est majoritairement polonaise et la partie orientale majoritairement ukrainienne.

⁸Pavlo Tchoubynsky (1839-1884), poète et ethnographe d'Ukraine russe ; Ivan Franko (1856-1916), principal auteur et militant politique ukrainien de Galicie ; Ioulian Batchynsky (1870-1940), militant et diplomate ukrainien de Galicie ; Mykola Mikhnovsky (1873-1924), militant et homme politique d'Ukraine russe, théoricien de l'indépendance.

⁹En 1924, une « République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie » avait été créée sur la rive gauche du Dniestr au sein de la RSS d'Ukraine, pour servir de préfiguration d'une Bessarabie, voire d'une Roumanie, communiste future. En 1940, la Bessarabie annexée devient RSS de Moldavie, qui comprend la partie occidentale de la précédente RSSA moldave ; la partie orientale est intégrée à la région ukrainienne d'Odessa.

¹⁰La proclamation d'indépendance émise le 30 juin 1941 à Lviv à l'initiative de la branche « bandériste » ou « révolutionnaire » de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens, et immédiatement annulée par les occupants allemands, ne mentionne pas de frontières, mais seulement le principe d'un « État Indépendant Uni d'Ukraine » « sur toutes les terres ukrainiennes ».

¹¹Les Allemands compensaient ainsi la perte d'une partie de la Transylvanie restituée par la Roumanie à la Hongrie au deuxième arbitrage de Vienne, le 30 août 1940.

¹²On peut s'amuser à rappeler que pour les géographes antiques, l'Europe s'arrêtait au Tanaïs, c'est-à-dire au Don. Pour Hérodote, au Ve siècle av. J.-C., le Don était la frontière orientale d'une « Scythie »... qui avait en bonne partie les contours de l'actuelle Ukraine.